



ETAT DE FRIBOURG  
STAAT FREIBURG

Direction des institutions, de l'agriculture  
et des forêts DIAF  
Direktion der Institutionen und der Land-  
und Forstwirtschaft ILFD

Ruelle de Notre-Dame 2, Case postale, 1701 Fribourg

T +41 26 305 22 05, F +41 26 305 22 11

[www.fr.ch/diaf](http://www.fr.ch/diaf)

*Seules les paroles prononcées font foi !*

## **Non aux initiatives anti-pesticide**

Charmey, le 5 mai 2021

*Allocution de M. le Conseiller d'Etat Didier Castella, directeur IAF*

Préserver notre environnement, notre santé, réduire le recours aux produits phytosanitaires est nécessaire et personne ne le remet en cause. Nous aurions cependant tort de prendre des mesures contre-productives par pure idéologie et méconnaissance de la réalité du terrain !

En renonçant à des produits sains de nos campagnes, cultivés dans respect de l'environnement et de l'animal, ces initiatives représentent un autogoal pour l'écologie, pour notre santé, pour une économie durable et responsable.

Monsieur le Conseiller d'Etat, cher collègue,  
Madame la présidente,  
Messieurs les présidents,  
Mesdames, Messieurs,

J'aimerais remercier tout d'abord Christian Charrière et sa famille de nous recevoir chez lui, ici à Charmey, accueil des plus chaleureux malgré le froid et la pluie.

L'eau, l'air, le sol et la biodiversité constituent la base de toute production agricole et alimentaire. Du point de vue de la durabilité, il est essentiel de minimiser l'impact de la production agricole sur ces ressources tout en gardant le sens des proportions, le sens des réalités économiques, techniques et humaines. La population est de plus en plus exigeante sur la qualité des denrées alimentaires, que ce soit du point de vue de la santé, du respect de l'environnement ou du bien-être animal. Elle est aussi très exigeante sur la qualité de l'eau potable et des ressources. Elle a raison et nous pouvons affirmer avec le Conseil fédéral que l'eau potable est d'excellente qualité dans notre pays.

Il y a certes des choses à améliorer et l'agriculture y travaille activement depuis longtemps, en réduisant drastiquement le recours aux produits phytosanitaires et aux antibiotiques. Elle continuera à le faire à condition que des propositions exagérées ne viennent pas lui couper les ailes.

L'agriculture n'a pas attendu ces initiatives pour mettre en œuvre de nombreuses mesures en faveur de l'environnement. Le canton de Fribourg par exemple fait œuvre de pionnier avec le projet pilote Relait, pour la réduction des antibiotiques dans la production laitière. C'est un programme qui remporte un très grand succès auprès des agriculteurs. De plus, en 10 ans le nombre de fermes bio a progressé de 75% dans le canton, passant de 130 en 2011 à 228 aujourd'hui. Quant aux Vignes de l'Etat de Fribourg, elles ont toutes été converties à la production biologique et servent de modèle dans ce domaine.

Chaque fois que des solutions alternatives aux pesticides existent, les agriculteurs les utilisent. Et la technologie apporte de plus en plus de solutions qui permettent de limiter le recours aux produits phytosanitaires à des quantités infimes et ciblées. Les robots sont aussi d'une grande aide dans la réduction des produits phytosanitaires. Grangeneuve est très actif dans ce domaine. Les 19 et 20 mai prochains, l'Institut agricole organise des journées de démonstration de robots de désherbage sur le site du Campus en ligne en raison des mesures sanitaires.

La votation fédérale sur les deux initiatives sur la protection des eaux du 13 juin sera décisive pour l'agriculture, mais aussi pour notre commerce local, pour notre capacité d'auto-provisionnement pour tout le secteur agroalimentaire, - mon collègue Directeur de l'économie en parlera dans quelques instants.

L'initiative « Eaux propres » veut bloquer les paiements directs si l'exploitant n'apporte pas la preuve qu'il cultive sans pesticides et que les animaux sont uniquement nourris avec le fourrage produit dans l'exploitation ; Cette initiative condamne une grande partie de la production agricole, même le bio, car on utilise aussi des pesticides dans le bio. Elle condamne la production de volaille et de porcs car ces exploitations ne sont souvent pas en mesure d'affourager leurs animaux qu'avec le fourrage de l'exploitation. Elle mènerait à une réduction de la production de denrées alimentaires d'origine animale. Elle mettrait directement en danger la filière sucrière car la production bio n'est aujourd'hui pas apte à atteindre les mêmes volumes, tant cette culture est difficile. C'est bien l'approvisionnement en sucre du pays qui est en jeu, mais aussi du colza qui est aujourd'hui une alternative à l'huile de palme. Cette initiative pourrait aussi pousser 30 à 60% des agriculteurs à renoncer tout bonnement aux paiements directs et aux prestations écologiques qui y sont liées pour intensifier leur production, ce n'est pas une affirmation gratuite : une étude de l'Agroscope de septembre 2019. Favoriser l'agriculture intensive en renonçant aux incitatifs fédéraux et cantonaux pour soutenir une agriculture respectueuse de l'environnement, de la santé, voilà un des beaux autogoal que les initiatives nous promettent !

La deuxième initiative « Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse » vise à interdire les produits phytosanitaires de synthèse dans la production agricole, la transformation de produits agricoles et l'entretien du sol et du paysage. En outre, l'importation à but commercial d'aliments contenant des produits phytosanitaires de synthèse ou ayant été produits à l'aide de tels produits serait interdite. C'est une vision dogmatique de la réalité car même l'agriculture biologique utilise des substances synthétiques. De surcroît, il serait aberrant de se priver par exemple des développements de la recherche sur le biocontrôle par le biais de phéromones qui sont produits synthétiquement. Cette initiative impliquerait une agriculture suisse entièrement bio et, partant, une baisse de la production en Suisse. Aujourd'hui nous importons déjà 50% de ce que nous consommons. Nous devrions augmenter les importations d'environ 30%. Nous reporterions ainsi sur l'étranger une grande partie de notre approvisionnement. Au détriment de qui, de quelle population ? Voici un autre autogoal de ces initiatives.

Nous devons trouver des solutions viables dans notre pays, c'est ce que propose la Confédération et le Parlement, - j'y reviendrai dans quelques instants. Vous l'aurez compris ces deux initiatives sont extrêmes et simplistes. Les solutions qu'elles proposent manquent leur cible et mettent à mal la production agricole et l'approvisionnement de notre pays.

Le Conseil fédéral a mis en consultation la semaine dernière un plan de mesures destiné à mieux préserver la pureté de l'eau, qui donne suite à l'initiative parlementaire de la Commission de l'économie et des redevances du Conseil des Etats. Son objectif est de mieux protéger les eaux de surface des biotopes ainsi que les eaux souterraines et l'eau potable contre la contamination par les produits phytosanitaires et des excédents de fertilisants. Ce plan vise à réduire de moitié d'ici à

2027 les risques liés à l'utilisation de produits phytosanitaires. Si les exploitations agricoles souhaitent continuer à bénéficier de paiements directs, elles ne pourront plus par exemple utiliser de substances actives considérées comme à « risque potentiellement élevé » (comme le dimetachlor) et ceci sans ces initiatives extrêmes. Les exploitations devront aussi réduire le ruissellement et la dérive des produits phytosanitaires en dehors des parcelles traitées, en laissant par exemple davantage d'espace entre leur parcelle et les grilles d'évacuation des eaux lors de traitements.

En ce qui concerne la protection des eaux contre les excédents d'engrais, l'agriculture devra veiller à générer moins d'excédents d'éléments fertilisants, afin de faire baisser les taux d'azote et de phosphore dans les eaux. L'objectif est de réduire ces pertes d'azote et de phosphore de 20 % d'ici à 2030. Ce plan de mesures est réaliste et pertinent. Il permettra aux agriculteurs de continuer à progresser vers une agriculture à la fois productive et écologique ces prochaines années. Vous le voyez les solutions et la volonté de s'améliorer sont bien présentes.

L'innovation et les biotechnologies dans lesquelles le canton de Fribourg investit dans les Campus AgriCo, Grangeneuve-Posieux apporteront certainement de nouvelles solutions pour diminuer encore le recours aux produits phytosanitaires. Nous sommes sur la bonne voie.

Aujourd'hui ne nous laissons pas séduire par des solutions simplistes et extrêmes prônées par ces initiatives. Soutenons nos agriculteurs et leurs familles qui chaque jour travaillent au plus près de leur conscience pour offrir à la population des produits sains et de qualité en préservant nos ressources. Soyons solidaires. Permettons-leur de progresser sur cette voie avec des mesures réalistes et efficaces telles que celles proposées par le Parlement et le Conseil fédéral.

Je terminerai avec les mêmes paroles que j'ai commencé : En renonçant à des produits sains de nos campagnes, cultivés dans respect de l'environnement et de l'animal, ces initiatives représentent un autogoal pour l'écologie, pour notre santé, pour une économie durable et responsable.